Il faut prendre à César tout ce qui ne lui appartient pas. » Paul Eluard

LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

N° 444 SAMEDI 19 JUILLET 2025

BAYROU, LA PURGE

VIEILLES RENGAINES…

En présentant, ce mardi 15 juillet, les mesures pour économiser 43,8 milliards dans le budget 2026, le Premier ministre a usé d'une phrase pour le moins emphatique : « *C'est la dernière station avant la falaise de la dette, le danger* mortel *de notre pays* », « *quelle part chacun d'entre nous est capable de prendre en charge* » *pour éviter* « *la malédiction du surendettement* » ?

S'en est suivi une longue liste de mesures, un remède de cheval, selon le journal l'Humanité, qui souligne comme beaucoup d'autres observateurs ***le choix clair et inique de Bayrou.*** "Les ultra-riches et les patrons sont épargnés ; pour les autres, c'est de l'austérité en plus".

Et Mediapart note : (*Bayrou*)" *a repris de vieilles rengaines pour justifier la poursuite d'une politique qui est pourtant la cause de la dégradation des finances publiques".*

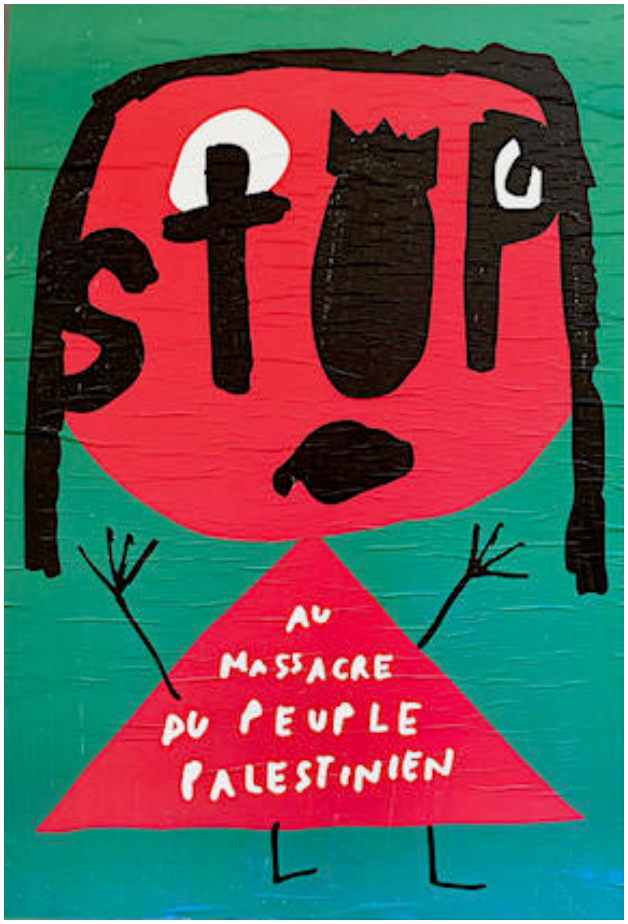
On cherchera vainement dans les mesures qui nous sont proposées, celles visant si peu que ce soit les milliardaires ou le grand patronat. La purge annoncée, c'est pour les services publics et les fonctionnaires, la Sécurité sociale et ses allocataires, les travailleurs, les retraités, les chômeurs et les malades en affection de longue durée…

Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, notamment les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent 211 milliards d'aides publiques, le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleurs, aux retraité·es et aux précaires.

Dans cette politique de super austérité, les retraités sont tout particulièrement maltraités avec le gel des pensions et la suppression de l'abattement fiscal de 10%, remplacé par un abattement forfaitaire.

Ne jouons pas les candides. On savait grosso modo à quelle sauce nous allions être mangés. Il suffisait pour s'en convaincre de lire la pétition unitaire que notre syndicat fait signer sans relâche sur le marché de Chaumont, devant les supermarchés et au porte-à-porte. Le nombre de signatures obtenues à ce jour est à la mesure de la colère qui gonfle parmi nos concitoyens. Nous continuerons à la faire signer jusqu'au vote du Parlement. Certains parlent de censure. Une chose est certaine, notre pétition est déjà une motion de censure sociale du plan d'austérité du gouvernement Bayrou !

Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont



Affiche de soutien au peuple palestinien collée à Chaumont.
N'oublions pas le rassemblement du samedi 19 juillet. C'est à 11 h, place de l'Hôtel de Ville

5126

SIGNATURES SUR LA PÉTITION

LA TVA SOCIALE ET LA SUPPRESSION DE L'ABATTEMENT DE 10 % POUR LES RETRAITÉ·ES C'EST NON !

Rendez-vous sur le marché ou devant les grandes surfaces. On peut aussi signer sur Change.Org : https://chng.it/6PcnhbPKtk

ON CONTINUE !

Festival d'Avignon :

"Nous, femmes et hommes du spectacle, déclarons notre solidarité avec le peuple palestinien"

Publié le 05 juillet 2025 -

Il y a trente ans, dans leur Déclaration d'Avignon, des artistes, d'Ariane Mnouchkine à Olivier Py, en passant par Patrice Chéreau, Bob Wilson, Maurice Béjart ou Peter Brook, profitaient de la formidable caisse de résonance qu'est le Festival d'Avignon pour dénoncer les massacres en cours en ex-Yougoslavie. De quoi déplorer, déjà, l'impuissance des Nations unies et la lâcheté des dirigeants politiques.

L'histoire se répète aujourd'hui. Plus d'une centaine d'artistes, parmi les plus grands comédiens, metteurs en scène, anciens dirigeants d'Avignon, se mobilisent dans cette tribune publiée sur le site de *Télérama* pour dénoncer les massacres de masse orchestrés par le gouvernement israélien dans la bande de Gaza et les territoires occupés. Jacques Chirac en son temps avait salué la mobilisation des artistes, reconnaissant son impact sur l'opinion publique. Emmanuel Macron fera-t-il de même cette fois-ci ?

« Nous, gens du spectacle, réunis à Avignon parce qu'un tel festival est aussi celui de la parole publique et des exigences civiques, ne nous résignant en rien à la désertion des démocraties devant le pire, donnons lecture de la Déclaration d'Avignon. »

Ainsi commençait un texte lu en 1995 dans la Cour d'honneur du palais des Papes.

Trente ans plus tard, nous, femmes et hommes du spectacle, réunis à Avignon parce qu'un tel festival est aussi celui de la parole publique et des exigences civiques, ne nous résignant pas à l'impuissance, ni à l'invisibilisation du crime, déclarons notre solidarité avec le peuple palestinien.

Nous exigeons la cessation du massacre de masse en cours ayant déjà tué un nombre effroyable d'enfants. Nous dénonçons la politique destructrice de l'État d'Israël. Nous appelons à la reconnaissance de l'État palestinien, à l'application des sanctions prévues par le droit international, à la suspension de l'accord d'association UE-Israël, et à l'arrêt de la criminalisation des prises de parole et des associations soutenant la cause palestinienne

Télérama.

FRANCESCA ALBANESE ACCUSE L'UE DE «SOUTIEN CONSCIENT AU GÉNOCIDE ISRAÉLIEN CONTRE LES PALESTINIENS»

- La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoire palestiniens occupés exhorte les États européens à suspendre les relations commerciales et les ventes d'armes avec Israël, avertissant que les valeurs de l'UE sont en péril

Genve - AA/Genève/Beyza Binnur Donmez

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoire palestiniens occupés a accusé mercredi l'Union européenne de «soutenir consciemment» ce qu'elle qualifie de « génocide des Palestiniens par Israël», après que le bloc a refusé de suspendre son accord d'association avec Israël.

«L'UE, qui s'était déjà déshonorée en concluant un accord d'association avec l'Israël de l'apartheid il y a des années, refuse désormais de le suspendre», a écrit Francesca Albanese sur X. «C'est la preuve finale que l'UE soutient consciemment le génocide des Palestiniens par Israël. Cela risque de marquer la fin des valeurs européennes.»

Elle a appelé les États membres de l'UE à entreprendre des actions juridiques : *«J'espère que vous saisirez la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne). Mais, en attendant, rappelez-vous que les accords régionaux ne vous dispensent pas de vos obligations en vertu du droit international. »*

«Rompez les liens avec Israël, à commencer par le commerce, y compris celui des armes. Faites ce qui est juste. Notre histoire européenne nous y oblige», a-t-elle exhorté.

L'Accord d'association UE-Israël, qui régit les relations politiques et économiques entre les deux parties, comprend une clause contraignante exigeant le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques.

Le non-respect de cette clause peut entraîner des sanctions ou la suspension de l'accord. Les ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont réunis lundi et mardi pour discuter des préoccupations croissantes concernant les attaques israéliennes sur Gaza, alors que les pertes civiles s'alourdissent et que les appels internationaux à la responsabilité se multiplient.

Cependant, les États membres n'ont pas pu parvenir à un consensus, ce qui n'a abouti à aucune décision formelle de suspension de l'accord ou d'imposition de sanctions.

Ignorant les appels internationaux à un cessez-le-feu, Israël poursuit depuis fin octobre 2023 une offensive brutale contre Gaza, tuant plus de 58 000 Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants.

Les bombardements incessants ont dévasté l'enclave, provoqué des pénuries alimentaires et entraîné la propagation de maladies.

En novembre dernier, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza.

Israël fait également l'objet d'une procédure pour génocide devant la Cour internationale de Justice pour sa guerre contre l'enclave.

DES MILLIONS DE PAUVRES EN FRANCE

Le taux de pauvreté en France n'a jamais été aussi élevé depuis au moins 30 ans. Entre 2022 et 2023, il a augmenté de 0,9 point, passant de 14,4 % à 15,4 %, précise l'Insee dans son étude annuelle parue lundi 7 juillet. C'est le taux le plus élevé depuis le lancement de l'indicateur Insee en 1996.

Concrètement, 9,8 millions de personnes se trouvaient en situation de pauvreté monétaire en 2023, c'est-à-dire qu'elles disposaient de revenus mensuels inférieurs au seuil de pauvreté. Fixé à 60 % du revenu médian, il est aujourd'hui à 1 288 euros pour une personne seule. En un an, 650 000 personnes ont basculé dans la pauvreté.

Les inégalités des niveaux de vie ont également « *fortement* » augmenté en 2023 : le niveau de vie des plus précaires diminue tandis que celui des plus riches augmente, précise Michel Duée de l'Insee.

CHAUMONT, VILLE DE PAUVRES

Cette dure réalité est fortement ressentie à Chaumont, « une ville pauvre avec des habitants pauvres », comme l'a qualifiée Christine Guillemy.
Ainsi, si en France le revenu moyen mensuel par habitant était de 2 231 euros, selon le rapport de l'Insee, à Chaumont, selon la direction générale des collectivités locales, il est de 1140 euros (Jhm). Chaumont comprend 40% de logements sociaux contre seulement 23% en France.

Terrible constat, près de 20% des Chaumontaises et Chaumontais sont sous le seuil de pauvreté et, parmi ces personnes, de nombreux retraités et retraitées...

Avec les mesures Bayrou prévues pour le budget 2026, la situation à Chaumont va encore s'aggraver. L'année blanche avec le gel des retraites et des minima sociaux, en s'attaquant une fois de plus aux droits des chômeurs, va conduire des centaines de nos concitoyens vers les portes de la pauvreté.

Notre responsabilité de syndicalistes c'est, comme l'a rappelé Sophie Binet, de tout faire pour empêcher que ces régressions sociales entrent en vigueur. Comment peut-on penser que c'est une fois encore en tapant dans les poches des plus fragiles que l'on va sortir le pays de l'impasse budgétaire ?

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Luc, Jean-Paul, Françoise, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Jacqueline, Marylène, Pierre, Rachel, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Luc, Anne et Franck, Maurice, Marie-Christine, Françoise et Jean-Paul, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Michel, Hervé, Christine, Marie-Thérèse, Josette, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, François et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : .....Prénom : .....

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

Festival de résistance au projet Cigéo/ Bure (enfouissement des déchets nucléaires en Meuse).
Conférences, spectacles, concerts, projection de films, village associatif, etc. Restauration et camping sur place. On vous attend à St-Amand-sur-Ornain, à 16 kms de Bure !
Tout le programme est sur www.burefestival.org
Contact : info@burefestival.org
Organisé par le collectif Les Bure'lesques (des associations locales et des habitants du territoire opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs).

JOURS FÉRIÉS

A l'annonce de la suppression de deux jours fériés (le lundi de Pâques et le 8 mai), Sophie Binet secrétaire générale de la CGT a déclaré (sur RTL) : « le gouvernement nous a volé deux ans de vie (avec la réforme des retraites), maintenant, il veut nous imposer deux jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés. En cumulé, ce serait trois mois de travail gratuit sur toute la carrière...».

Et on ne peut manquer de souligner que le 8 mai, jour de la victoire contre le nazisme. figure dans les jours fériés que Bayrou veut supprimer.

Un clin d'œil au RN avant le vote d'une éventuelle motion de censure ?

DESSIN DE FRED SOCHARD

BUDGET 2026 : LES HUIT MAUVAIS COUPS ANNONCÉS PAR FRANÇOIS BAYROU

« Année blanche », 44 milliards d'économies, deux jours fériés supprimés… Le premier ministre, François Bayrou, a présenté, mardi 15 juillet, la potion amère qu'il entend administrer aux Français avec le prochain budget. Voici quelques-unes de ces mesures qui, sous couvert de « compétitivité » et de « lutte contre le déficit », sacrifient les droits des travailleurs et des plus précaires :

GEL BRUTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES : L'AUSTÉRITÉ ÉRIGÉE EN DOCTRINE

Sous couvert de *« responsabilité budgétaire »*, François Bayrou impose une *« année blanche »* pour toutes les dépenses de l'État, une mise sous cloche des services publics, des prestations sociales, et des investissements sociaux. Seule la Défense échappe à cette purge, conformément aux choix militaristes d'Emmanuel Macron.

PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX GELÉS : LES RETRAITÉS ET LES PLUS PRÉCAIRES SACRIFIÉS

En refusant toute revalorisation des pensions, allocations familiales ou minima sociaux, le premier ministre organise en réalité une baisse déguisée du pouvoir d'achat des plus vulnérables. Les retraités, les chômeurs, les allocataires verront leur niveau de vie s'éroder au fil de l'inflation — une décision d'une violence sociale rare, chiffrée à 3,7 milliards d'euros d'« économies » sur le dos des pauvres. Des mesures qui pourront se doubler de prochains coups portés via le retour de la réforme de l'assurance chômage et une négociation annoncée – et qui ne dit rien qui vaille – sur le droit du travail.

COUP DE MASSUE FISCAL SUR LES CLASSES MOYENNES : LE PIÈGE DU GEL DU BARÈME

En gelant le barème de l'impôt sur le revenu, le gouvernement impose en douce une hausse d'impôt déguisée pour les classes populaires et moyennes. L'inflation augmentant les revenus nominaux, nombre de ménages basculeront dans des tranches supérieures sans gains réels — une mesure injuste… et sournoise.

SUPPRESSION DE DEUX JOURS FÉRIÉS

Le lundi de Pâques et le 8 mai seront sacrifiés. Pour justifier cette annonce, l'hôte de Matignon reprend à son compte, le refrain sarkozyste du *« travailler plus »* : *« Il faut que toute la nation travaille plus pour produire et pour que l'activité du pays dans son ensemble soit plus importante dans l'année, pour que la situation de la France s'améliore. »* Mais en l'occurrence, il n'y aura pas de *« gagner plus »*.

DÉREMBOURSEMENTS CONFIRMÉS POUR LES ALD

Les patients atteints d'Affection longue durée (ALD) sont en première ligne des coupes budgétaires à venir avec la *« sortie du remboursement à 100 % des médicaments sans lien »* avec l'ALD déclarée et aussi la volonté de *« pousser à sortir du dispositif »* les patients en rémission confirmée par François Bayrou. *« Sans l'ALD, je ne pourrai plus suivre certains soins »*, s'inquiétait, dans nos colonnes, en amont de la conférence de presse, Caroline, en rémission depuis le mois de mai et qui souffre de problèmes de dentition, de vue, de transit intestinal, de mobilité et de troubles de la sexualité. Pour réaliser 5 milliards d'économies sur la santé, le gouvernement entend aussi faire la chasse aux arrêts maladie et le doublement des plafonds des franchises médicales sur les médicaments a été annoncé.

SABOTAGE FISCAL CONTRE LES MÉNAGES ET LE MONDE ASSOCIATIF

Le gouvernement réduit plusieurs niches fiscales utiles, notamment pour l'emploi à domicile, les dons aux associations ou la recherche. Ces « rabots » frapperont le tissu associatif solidaire, la recherche publique déjà fragilisée, et les aides aux familles modestes.

RÉDUCTION D'EFFECTIFS DANS LA FONCTION PUBLIQUE : L'ÉTAT SOCIAL EN VOIE DE DÉMANTÈLEMENT

Bayrou relance la logique mortifère du *« non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois »*. Derrière les chiffres, ce sont des infirmières, des profs, des agents du service public qui disparaîtront des territoires, aggravant l'asphyxie des hôpitaux, des écoles et des services de proximité.

LIQUIDATION D'AGENCES PUBLIQUES : UN PAS DE PLUS VERS LA PRIVATISATION RAMPANTE

Un tiers des agences et opérateurs publics devraient être fusionnés ou supprimés. Derrière ce jargon de *« rationalisation »*, c'est une attaque structurelle contre les outils de la puissance publique. Moins d'État, moins de services, plus de précarité. La logique managériale étouffe une fois encore la mission d'intérêt général.

https://www.humanite.fr/social-et-economie/austerite/budget-2026-les-huit-mauvais-coups-de-francois-bayrou

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78
https://cgtretraites-chaumont.fr https://www.facebook.com syndicat.cgt.retraites.chaumont/
Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs **N° 444 Samedi 19 Juillet 2025**
En une. Photo de manifestation : QUAND TOUT SERA PRIVATISÉ NOUS SERONS PRIVÉ·ES DE TOUT